



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2025-02-21. 00005 du

21 FEV. 2025

relatif à la modification de l'autorisation de la RAGT SEMENCES d'exploiter ses activités relevant de la nomenclature des installations classées situées sur le territoire de la commune de CALMONT sur la zone d'activité « Les Molinières »

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1 à L.517-2 et R.181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination de madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2018-11-28-005 du 28 novembre 2018 autorisant la société RAGT SEMENCES située sur le territoire de la commune de Calmont à exploiter ses activités relevant de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** la demande de l'exploitant présentée dans le porter à connaissance de mars 2020 concernant des évolutions de l'installation et de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** la déclaration d'antériorité de l'exploitant présentée le 21 décembre 2021 concernant la rubrique 1510 ;
- Vu** la demande de l'exploitant présentée dans le porter à connaissance du 29 juillet 2024 concernant des évolutions de l'installation et de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 20 janvier 2025 de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du 13 novembre 2024 ;

- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 12 juin 2024 ;
- Vu** les observations formulées par le demandeur sur ce projet par les courriels en date du 7 février 2025 et du 10 février 2025 ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation pour prendre en compte les évolutions de la nomenclature ICPE et de l'établissement ;

Considérant que l'exploitant a justifié dans sa demande du 29 juillet 2024 susvisée que l'extension du site autorisé aux parcelles 506, 509, 510 et 986 de la section cadastrale A de la commune de Calmont, dont il a fait l'acquisition, n'est pas de nature à avoir une incidence significative sur les inconvénients de l'installation et que cette extension n'est pas une modification substantielle ;

Considérant que les modifications proposées par l'exploitant ne constituent pas des modifications substantielles au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : mise à jour de la situation administrative

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1185.2.a)	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 [...] ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	833,7 kg de gaz à effet de serre fluorés	833,7 kg	DC
1510.2.b)	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), [...]: 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des	Cellule unique comprenant les bâtiments suivants : 12,46,52,37,38,34,35,36,44/45, atelier de formulation, 51/53,11,22,23,24,01,02,03,04,05,13,14, et 21 (y compris les chambres	213 281 m ³	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	frigorifiques 11 12 13 et 14 totalisant 14 370 m ³) Volume total : 213 281 m ³		
2160-2.a)	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	Silos A et B : 21 250 m ³	21 250 m ³	A
2260-1.a)	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication [...] 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW (E)	Installation de criblage ensilage, nettoyage et effeuillage P Totale installée : 3 858 kW	3 858 kW	E
2260-2.a)	[...] séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660. 2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 20 MW (E)	Séchoir benne parc 63 : 0,61 MW Séchoir benne parc 65 : 2 x 1,47 MW Séchoir benne parc 66 : 2,20 MW Séchoir benne parc 67 : 0,86 MW Séchoir à case 1,2 et 3 : 3 x 4 MW Séchoir à case 4 : 1 MW Séchoir container A : 0,59 MW Séchoir container B : 0,86 kW Puissance totale de 21,32 MW	21,32 MW	E
2910.A.2.	Combustion [...]	Chaudières, radiants, aérothermes :	1 MW	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	1023,44 kW motopompe 1 : 329 kW motopompe 2 : 329 kW (installations indépendantes)		
4120.2.b)	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. [...] 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)	Produit pour le traitement des semences	7 tonnes	D
4140	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)	Produit pour le traitement des semences	9 tonnes	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	Produits phytosanitaires liquides 52 t	52 tonnes	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 2 : Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations autorisées sont situées sur la commune de CALMONT, sur la Zone d'Activité « Les MOLINIERES », section A, parcelles 21, 27, 506, 509, 510, 623, 647, 675, 676, 719, 721, 722 et 986.

Article 3 : voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ,
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de
 - a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : publicité

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Calmont pour y être consultée par toute personne intéressée.

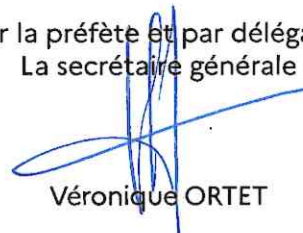
Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de la commune de Calmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société RAGT Semences.

21 FEV. 2025

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale



Véronique ORTET